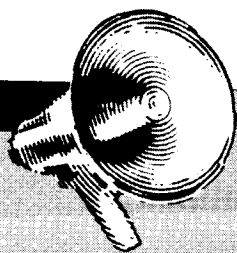


tribune



Par Philippe Foulquié,
Boris Grésillon
& Patrick Lacoste

MP 2013 ne doit pas « gentrifier » Marseille

Philippe Foulquié, fondateur de la Friche de la Belle de Mai et directeur du Système Friche Théâtre, Boris Grésillon, universitaire, Patrick Lacoste, membre de l'association « Un centre ville pour tous », réfléchissent ensemble aux conséquences sociales éventuelles de l'opération 2013.

Depuis quelques mois, des créateurs, des acteurs, des structures culturelles et des militants du « droit à la ville » ont ouvert un groupe de travail, sur le principe des universités populaires, pour réfléchir aux impacts urbains de Marseille Provence 2013 et aux conditions de sa réalisation. Ces réunions ont été initiées conjointement par des animateurs de l'association Un centre ville pour tous et par la Friche La Belle de Mai. Ils ont été rapidement rejoints par d'autres acteurs de la société civile.

L'interrogation centrale posée par le groupe est la suivante : « Y a-t-il une fatalité à ce qu'un projet culturel provoque de la gentrification ? » Cette question se pose avec acuité dans le cadre de Marseille Provence 2013 Capitale européenne de la culture, avec ses événements majeurs, les nouveaux équipements structurants qui l'accompagnent, risquant, si l'on n'y prend garde, tout en favorisant l'arrivée de groupes de populations plus aisées, d'accélérer l'exclusion des habitants les plus exposés à la précarité économique.

Le processus de « gentrification » (qu'on qualifiera d'embourgeoisement des quartiers populaires centraux d'une agglomération) qui se développe dans d'autres centres villes est le résultat du fonctionnement libre du marché foncier, mais il est souvent stimulé par les opérations d'urbanisme. Les projets de réhabilitation et de rénovation « incitatifs » qui en découlent ne sont préjudiciables à l'équilibre social que si la puissance publique abandonne son rôle de régulateur. Aujourd'hui, l'accueil de grands événements culturels et la course à la « ville créative » semblent devenir des piliers centraux des politiques urbaines locales. Il nous paraît urgent que le projet Marseille Provence 2013 prenne en compte à la fois les dangers de la gentrification par la culture et les spécificités marseillaises.

« Éviter de nouvelles opérations de nettoyage social »

Marseille est l'une des dernières métropoles européennes populaires. Les populations les plus démunies vivent à la fois dans le centre et dans les quartiers Nord d'une cité qui, à proprement parler, ne comporte pas de banlieues, mais de fortes inégalités.

Cette ville est confrontée à des situations aiguës de ségrégation sociale, et il est à craindre que les transformations urbaines en cours accentuent les clivages entre territoires. Pourtant, malgré une politique municipale qui ne cache pas sa volonté de « reconquérir le centre ville » et qui a d'ores et déjà entraîné de nombreuses exclusions, les processus de « gentrification » ont plutôt globalement échoué, faute de pouvoir s'appuyer sur une base économique suffisamment solide et grâce à la capacité de résistance inhérente au tissu social marseillais. Cependant, la pression foncière est en hausse très sensible – et les différents équipements publics projetés risquent de l'accélérer –, elle fragilise les populations les plus démunies. Cette « exclusion par le marché » crée peu à peu des déplacements de populations vers des quartiers qui deviennent ainsi des poches de pauvreté.

Les collectivités publiques et les responsables de Marseille Provence 2013 réaffirment régulièrement leur volonté de travailler dans la concertation et en s'appuyant sur les opérateurs locaux : il leur revient de construire des projets artistiques avec ces forces vives, dans une véritable logique de territoire – celui d'une métropole polycentrique et solidaire –, en lien avec la réalité quotidienne des populations. L'enjeu démocratique qui conditionne la réussite de 2013 ne peut opérer, selon nous, qu'à travers un processus visant à agir ensemble, à dépasser les freins sociaux, communautaires, culturels et les fractures institutionnelles qui marquent le territoire.

Cela implique de passer d'une logique d'« expertise éclairée » à une co-construction où chaque acteur – culturel, social, territorial – puisse tenir sa place, non pas en concurrence, mais en complémentarité et en cohérence. Cela implique aussi de rester vigilant à l'égard des répercussions dangereuses que les requalifications urbaines destinées à recevoir ce grand projet peuvent avoir sur les habitants : la vitrine culturelle ne doit pas être le prétexte de nouvelles opérations de « nettoyage » social. ■